N° 609 — CINQ CENTIMES — Mardi 29 Juillet 1890

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain quotidien

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
ROUBAIX, rue du Vieil-Abreuvoir, N° 46
TOURCOING, rue Verte, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
3 mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
NORD et départements limitrophes
3 mois, 5 fr. — Un an, 24 fr.
L'abonnement continue sauf avis contraire.

PRIX DES ANNONCES :
ANNONCES ..... 0 fr. 25 la ligne
RECLAMES ..... 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS ..... 0 fr. 75 —
LOCALES ..... 1 fr. 00 —
Les annonces sont reçues à ROUBAIX-TOURCOING aux *Bureaux de l'Avenir*, rue Neuve, 4, Place de la Nationale, à PARIS, à l'*Agence Havas*, place de la Bourse, 10, et à BRUXELLES pour toute la *BELGIQUE* et la *HOLLANDE* à l'Agence Havas, syndicat de publicité générale, 106, boulevard Anspach et 3, rue des Teinturiers.

TÉLÉPHONE

AMÉRIQUE CONTRE EUROPE

Le bill Mac-Kinley, tout odieux qu'il soit, à notre point de vue, au point de vue européen, n'est rien à côté d'un autre bill, le *Silver-bill*, ou « bill pour l'argent » que la Chambre des représentants, le Sénat et le président de la République des Etats-Unis de l'Amérique du Nord ont définitivement sanctionné. Les Américains ayant à exploiter des mines d'argent souffraient de la dépréciation constante de ce métal. Il lui a paru que le moyen le plus simple de relever la valeur de cette marchandise était de lui donner une valeur supérieure en l'utilisant davantage à titre de monnaie. De là toute une série de mesures légales relatives à la frappe de la monnaie d'argent en Amérique et de l'achat des lingots pour le compte du Trésor. Or, comme le Trésor américain regorge d'encaissements inutilisés, de bénéfices annuels toujours accrus, qui résultent de l'application des droits de douane protecteurs, les politiciens se servent de cette réserve extraordinaire, de cette source inépuisable, pour imposer une valeur factice à leurs produits naturels, exactement comme ils le font, au moyen de leurs droitsde douane, pour leurs produits industriels.

Nous pouvons tenir des congrès, émettre et défendre des principes, parler de fraternité humanitaire, de liberté, etc., les Américains transforment pendant ce temps leurs offices politiques en comptoirs, nous traitent comme des rêveurs attardés, nous appliquent rigoureusement leurs formules commerciales. Quoi faire ? Rien.

D'une part, si nous avons à vendre aux Américains des produits naturels ou manufacturés, nous commencerons par verser à leur Trésor, lorsque nos produits franchiront leurs frontières, des taxes qui viendront en diminution de nos propres bénéfices calculés ; et si nous entendons, par contre, nous approvisionner de leurs lingots d'argent pour payer ce que nous devons aux Américains, nous aurons d'abord payé ces lingots plus chers qu'ils ne valent, parce qu'il leur est donné, par le Silver-bill, une valeur factice supérieure à leur valeur réelle.

S'il ne s'agissait, en somme, que de payer plus cher les lingots d'argent américain pour le règlement de nos propres affaires en Amérique, peut-être pourrait-on s'en consoler ; mais ce n'est pas en Amérique seulement que la monnaie d'argent est de cours ; cette monnaie nous est nécessaire, indispensable, pour nos transactions avec l'Extrême-Orient, avec les Indes, avec la Chine, avec une partie de l'Afrique.

Depuis quelque temps, déjà, ce besoin de monnaie d'argent nous créait certaines difficultés. Pour frapper la monnaie de métal blanc qui a cours en Abyssinie, exclusivement, le gouvernement italien a dû réclamer aux banques, les vieilles monnaies bourboniennes dépréciées, données en dépôt par l'Etat, comme représentation des papiers circulants. Les Indes et la Chine qui, en 1881, absorbaient environ 5 millions de livres sterling en monnaie blanche, en ont exigé près de 8 millions en 1889, et les six premiers mois de 1890 montrent que cette exportation d'argent en Asie augmentera encore. C'est ce moment que les politiciens de l'Amérique du Nord ont choisi pour imposer une plus-value aux lingots d'argent ! La lutte économique entre l'Europe et l'Amérique s'accentue, parfaitement raisonnée, instruite et persévérante. Cette politique pourrait bien devenir, pour nous pour l'Europe, autrement redoutable que la politique des armements.

LA NEUTRALISATION de l'Alsace-Lorraine

L'Europe est semblable à un malade qui se tourne, se retourne sur son lit et comprend la cause de sa misère : la cause, c'est l'exagération des armements. Aussi,périodiquement, la question du désarmement revient-elle sur le tapis.

La semaine dernière, à Londres, les *Amis de la Paix*, réunis en « conférence parlementaire internationale de la paix et de l'arbitrage », ont protesté de nouveau contre le militarisme et la guerre. Ils ont prononcé des discours pacifiques et humanitaires.

Mais il a suffi d'un incident pour bouleverser toute cette mise en scène fraternelle. Une simple allusion à la question de l'Alsace-Lorraine a failli déchaîner la guerre dans ce temple de la paix.

Un des délégués français, M. Trarieux, sénateur de la Gironde, ayant fait observer que, tant que l'Alsace-Lorraine ne serait pas neutralisée, la France ne pourrait se départir de son attitude de réserve vis-à-vis de l'Allemagne, le docteur Dohrn, allemand, a répondu que l'Allemagne ne consentirait jamais à une modification du *statu quo*.

Là-dessus, grand tumulte, violent tapage. On a été sur le point de se prendre aux cheveux. C'est très difficilement que le calme a pu être rétabli.

Il faut avoir le courage de le dire, la neutralisation de l'Alsace-Lorraine serait un remède à la situation. Mais, en admettant que l'Allemagne lâche sa proie et que la France abandonne ses légitimes revendications, le remède est-il pratique ?

Justement, à la même heure où s'assemblaient à Londres les *Amis de la Paix*, paraissait en Allemagne une brochure à sensation portant en titre une devise célèbre: *Post tenebras lux* (Après les ténèbres, la lumière).

L'auteur anonyme de cette brochure recommande la neutralisation de l'Alsace-Lorraine et, à la tête de ce pays, il met un souverain allemand. Il y aurait alors une zone d'Etats neutres qui sépareraient l'Allemagne de la France.

Ces Etats, la Suisse, la Belgique, le Luxembourg et l'Alsace-Lorraine, pourraient entretenir une armée fédérale assez forte pour empêcher toute violation de leurs territoires.

« Il coûtera beaucoup à l'amour-propre allemand, dit la brochure de rendre les provinces conquises, mais ce sacrifiecest nécessaire dans l'intérêt de la paix.

« L'Allemagne pourrait demander aussi la restitution des sommes dépensées par elledans les provinces annexées ; l'Alsace-Lorraine est assez riche pour pouvoir payer cette compensation. »

Telle est la thèse de l'écrivain. Elle est connue. C'est celle des « Etats-Tampons », déjà appliquée d'instinct en 855 après l'abdication de l'empereur Lothaire, petit-fils de Charlemagne.

On constitua alors, en faveur de Lothaire II, second fils de son souverain : *Lotharingia* (Lorraine). Cet état avait pour épine dorsale tout le cours du Rhin, de Bâle à la mer du Nord, mais son existence fut éphémère. A la mort de Lothaire II, en 869, le royaume fut partagé entre ses oncles Charles-le-Chauve, roi de France, et Louis, roi de Germanie.

Rétabli en 895, pour Zwentibold, fils d'Arnoul roi de Germanie, le royaume de Lorraine, après plusieurs vicissitudes,passa sous la domination de Charles-le-Simple, roi de France. Puis nous voyons l'Etat artificiel se partager en deux duchés : celui de Basse-Lorraine, au nord, celui de Haute-Lorraine ou Lorraine Mosellane, au sud. Après, c'est le morcellement du moyen-âge, les villes libres de Trèves, Metz, Toul et Verdun découpant leurs territoires entre les possessions seigneuriales.

Nous n'avons pas l'intention de refaire ici une leçon d'histoire, leçon archi-connue. Nous voulons seulement faire remarquer que du temps immémorial les pays du Rhin, de la Moselle et de la Meuse ont servi de champ de bataille aux Germains et aux Francs. Les Etats-tampons n'ont rien tamponné du tout, mais on s'est tamponné sur leur sol. Et, à l'heure actuelle, ce ne sont pas les neutralités belge et luxembourgeoise ne sont pas extrêmement précaires ?

Nous jugeons donc inutile de nous attarder en longues réflexions sur la brochure *Post tenebras lux*. La solution qu'elle préconise ne paraît pas viable. Tout ce qu'on peut dire c'est que si l'Alsace-Lorraine était neutralisée même pour un temps probablement assez court, cette opération donnerait quelque répit aux nations écrasées de charges militaires.

La presse berlinoise proteste contre tout projet de neutralisation. Le *Tageblatt* dit que, tout d'abord, « l'Alsace-Lorraine, redevenue libre, serait le théâtre des exploits de la Ligue des Patriotes et les agitations des chauvins français s'y donneraient libre cours. Puis l'abandon de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne serait considéré par la France comme un signe de faiblesse, et l'encouragerait à attaquer l'Allemagne ».

Le journal allemand exagère. La Ligue des patriotes n'existe plus qu'à l'état d'ombre, il ne l'ignore pas. Quant à savoir si le consentement donné par l'Allemagne à la neutralisation serait regardé comme un signe de faiblesse, cela dépendrait. En tous cas, les Allemands ne déguisent pas les inquiétudes que leur cause la force de la France. Sans parler de faiblesse, il est donc permis d'affirmer que les sujets de l'empereur Guillaume seraient très heureux d'être délivrés d'un cauchemar qui, depuis vingt ans, trouble leur sommeil.

NOS DÉPÊCHES

Service spécial télégraphique et téléphonique de l'Avenir de Roubaix-Tourcoing

ÉLECTION SÉNATORIALE

CHARENTE

Angoulême, 27 juillet. — Inscrits : 802. — Votants : 854.
Majorité absolue : 426
MM. Ed. Martel, négociant en eaux-de-vie, conservateur. . . . 473 Elu
Marrot, ancien député, maire d'Angoulême, républicain. . 379

Il s'agissait de nommer un sénateur pour le nouveau siège qui a été attribué à la Charente, conformément à la loi, par suite du décès de M. le général Gresley, sénateur inamovible. Au renouvellement sénatorial de janvier 1885, M. le maréchal Canrobert et le général de Brémond d'Ars,réactionnaires, sénateurs actuels de la Charente, furent réélus par 402 voix contre 368 à M.M. Duclaud et Marrot, républicains.

Le Ministre de la Guerre dans l'Est

Epinal, 27 juillet. — M. de Freycinet, ministre de la guerre, était, vendredi, à Plombières. Dans la soirée, il est arrivé à Remiremont où il a passé la nuit.

Aujourd'hui, il s'est rendu dans la vallée de la Haute Moselle, au Thillot, à Saint-Maurice et au Ballon de Servance, où il a visité les forts.

Le Ministre de la marine à Cherbourg

Paris, 27 juillet. — Le ministre de la marine est rentré cette nuit à Paris. Hier, il s'est rendu dans la matinée à bord du *Formidable*, où il a été reçu à la coupée par le vice-amiral Dupérré, les contre-amiraux commandant les divisions de l'escadre, le chef d'état-major de l'escadre, le commandant du *Formidable*, etc.

Le ministre a déjeuné sur le bâtiment. Parmi les invités, on remarquait, MM. Journault, sénateur, le général de division Cambriels, le vice-amiral Lespès, les amiraux de l'escadre, le sous-préfet de Cherbourg.

Faits Divers Télégraphiques

De nos correspondants spéciaux

UNE CHUTE DE 400 MÈTRES. — Un émouvant suicide vient de mettre en émoi la population de Besèges.

Un nommé Arbeusiet, graisseur de wagonnets, âgé de soixante ans, s'est donné la mort hier matin, à onze heures, en se précipitant dans le puits de Robiac, ayant une profondeur de plus de 400 mètres.

Après cinq heures de recherches, les débris informes du corps du pauvre malheureux viennent seulement d'être retrouvés dans le puisard.

On attribue ce suicide aux souffrances qu'endurait Arbeusiet, malade depuis quelques années. Il avait, du reste, plusieurs fois manifesté son intention d'en finir avec la vie.

Il était marié et père de trois enfants.

UN HOMME BRULÉ VIF. — Rodez, 17 juillet. — Un violent incendie, dû à l'imprudence d'un domestique de seize ans, s'est déclaré aujourd'hui dans la maison Valière, négociant en épicerie, place de la Madeleine.

Ce jeune homme était descendu à la cave avec une bougie allumée pour prendre du pétrole. Ayant trop approché la lumière du liquide, une explosion se produisit avec une violence telle que la devanture du magasin fut projetée à dix mètres de distance. Plusieurs passants furent blessés par des éclats de vitres.

Le domestique, Emile Verdier, sortit précipitamment tout en flammes. Des voisins réussirent à éteindre le feu qui menaçait de le consumer, mais le malheureux garçon avait déjà des brûlures graves à la tête, au cou, aux bras et aux jambes. Il fut transporté à l'hôpital dans un état désespéré.

Pendant ce temps, les flammes envahissaient toute la maison qui a été complètement détruite. On estime à 50.000 fr. le chiffre des dégâts.

SUICIDE D'UN PROFESSEUR. — Bergerac, 27 juillet. — M. Calvière, professeur de seconde au collège de notre ville, s'est suicidé en se tirant un coup de fusil dans la tête.

Quand on est entré dans sa chambre, on a trouvé sa cervelle gisant éparse sur le parquet ; un des deux yeux avait jailli au plafond où il restait collé.

M. Calvière était administrateur de la bibliothèque de la ville. Le suicide est attribué aux souffrances que lui faisait endurer une grave maladie de cœur.

UNE BANDE D'escrocs. — Marseille, 27 juillet. — La police a arrêté hier une bande de huit individus, parmi lesquels se trouvent un ancien huissier, un instituteur et un personnage titré.

Ils avaient installé sur divers points de la ville de somptueux bureaux et, sous la raison sociale Martin et Cie, se faisaient expédier en transit des quantités de marchandises qu'ils vendaient ensuite à vil prix. Les valeurs ainsi escroquées à de nombreux négociants sont considérables.

La nouvelle de ces arrestations, dont les dernières ont eu lieu hier, a produit une certaine émotion en Bourse.

Nouvelles Étrangères

Les Tireurs italiens en Allemagne

Rome, 27 juillet. — Les tireurs italiens qui sont allés à Berlin sont revenus fort mécontents. Le *Messagiero* publie leurs doléances.

Non seulement on ne leur a accordé aucun prix, mais plusieurs journaux allemands, la *Gazette de Scale* entre autres, se sont moqués d'eux et les ont traités de « mangeurs de macaroni ».

La Révolution de Buenos-Ayres

Buenos-Ayres, 26 juillet. — De graves conflits se sont produits entre les troupes révoltées et les partisans du gouvernement.

Un grand nombre de personnes ont été tuées, les rebelles se dirigent vers la place Victoria, où le palais du président et l'Hôtel-de-Ville sont situés.

Le président s'est enfui à Rosario.

Les affaires sont suspendues.

Buenos-Ayres, 3 heures de l'après-midi. — La lutte entre les insurgés et les forces du gouvernement se poursuit par une série de combats.

Des deux côtés, il y a un grand nombre de blessés et de tués. Les insurgés sont bien pourvus de munitions.

L'insurrection semble disposer de ressources considérables, mises au service d'une impulsion énergique et d'une direction habile. La puissance de ces moyens d'action inspire des doutes sérieux sur l'issue de la lutte. Il est certain que les insurgés ont de nombreuses sympathies parmi les troupes qui ont à les combattre.

Le président de la République est parti pour Cordoba.

La population est tranquille.

Buenos-Ayres, 3 h. 30 de l'après-midi.— Un gouvernement révolutionnaire a été proclamé. M. Aren est le président et M. Romero, le ministre des finances.

La révolution s'étend à chaque instant ; mais les autorités tiennent bon.

Buenos-Ayres, 5 h. soir. — Les insurgés sont commandés par le général de brigade Campos.

Les combats continuent entre les insurgés et les troupes restées fidèles au gouvernement.

New-York, 27 juillet. — Une dépêche de Buenos-Ayres, en date du 27 juillet, 4 heures du matin, annonce que la révolution a été commencée par l'Union civique, que soutenaient deux bataillons de la garnison.

Le président Celman a déclaré toute la République en état de siège et appelé la garde nationale sous les armes.

D'après des avis plus récents, cinq autres bataillons de la marine et une partie de l'artillerie se sont prononcés en faveur des insurgés.

Les établissements des postes et des télégraphes sont gardés par des cordons de soldats.

On dit que les insurgés ont remporté un succès complet. Le gouverneur de Buenos-Ayres est blessé. Le président Celman s'est réfugié à bord d'un navire étranger.

Son frère,le gouverneur de Cordoba, est aussi parvenu à s'échapper.

Les insurgés ont publié un manifeste signé : Alejandro Alem, A. Delvolle, M. Demarin, M. Coyena, Juan-José, Romero et Lucio Lopez.

Le général Manuel-Y-Campos, qui avait été enfermé récemment dans une prison cellulaire, au moment où le gouvernement avait eu connaissance de la conspiration, a été délivré par les insurgés et s'est mis à la tête de la révolution.

Buenos-Ayres, 27 juillet. — Un bataillon passe aux insurgés avec armes et bagages.

La population prend fait et cause pour l'insurrection, laquelle gagne les autres provinces.

Les autorités gouvernementales demandent à négocier.

Dernière Heure

ÉLECTION LÉGISLATIVE

Nérac, 27 juillet.

Inscrits, 18,399. | Votants, 9,725.
Darlou, républicain. . 8,231 Elu.

Il s'agissait de remplacer M. Fallières, élu sénateur.

L'INCIDENT DE NICE

Il s'est fait quelque bruit ces jours derniers autour d'un incident qui s'est produit à Nice où quelques jeunes gens, d'après des récits fantaisistes,auraient insulté le drapeau italien l'auraient lacéré et traîné dans la boue.

La lettre suivante, adressée le 25 courant, à la *Persiero di Nizza* remit les choses au point.

En voici la traduction :

Nice, 22 juillet, 1890.

Monsieur le Rédacteur en chef,

Dans un article ayant pour titre intitulé *Insulte au drapeau italien*, vous traitez de misérables les jeunes gens qui ont enlevé bien involontairement un drapeau italien rue de l'Hôtel de la Poste.

Permettez-nous de protester contre cette épithète en vous exposant fraîchement les faits tels qu'ils se sont passés.

Vers 2 heures 1/2 du matin, nous sortions du bal de la place de la Liberté, où nous avions bu un peu trop. Le long de la rue de la Poste, la mauvaise idée vint à l'un de nous de prendre un drapeau pour le porter en tête de notre cortège.

Le malheur voulut que le drapeau que nous prîmes fut le drapeau italien. Le fait d'avoir pris un drapeau italien pour un français n'explique d'autant plus facilement que celui-ci ne portait pas les armes de la maison royale d'Italie, et qu'il est pâle, à trois heures du matin,lorsqu'il fait encore une demi-obscurité, de confondre le vert du drapeau italien avec le blanc du français, surtout lorsque les couleurs sont déjà un peu effacées.

Quant aux détails ajoutés par vous, que nous avons jeté le drapeau à terre, permettez-nous, M. le rédacteur en chef, de protester. On croyait avoir pris une bannière française et on la considérait comme telle. Elle peut avoir été déchirée involontairement par des jeunes gens qui voulaient changer la porte à la tête de notre groupe, mais nous affirmons que l'idée d'insulter l'Italie était bien loin de nous, qui sommes presque tous des fils de Nizzia, qui nous sommes Italiens pour l'indépendance italienne et qui conservons toujours un vrai culte pour notre ancien étendard. Le Consul Général d'Italie à qui nous avons présenté nos excuses, a du reste, compris la chose ainsi, puisqu'il nous a fait espérer que l'incident n'aurait pas de suite.

Dans l'espoir que vous voudrez bien, Monsieur, publier notre lettre, etc.

Pour le groupe des coupables.

L. T.

La *Tribuna* dont nous avons extrait cette lettre ajoute :

Il ne s'agit donc pas d'un incident en propres termes, mais d'une confusion produite par une équivoque.

Il faut, à vrai dire, reconnaître du reste, qu'on l'avait ainsi considéré, tant en France qu'en Italie.

La correspondance *Jacob* nous télégraphie à la date d'aujourd'hui de Paris :

Presqu'aucun journal ne parle de l'incident de Nice auquel on n'accorde aucune importance.

Les ivrognes qui insultèrent le drapeau italien seront condamnés selon le droit par le tribunal correctionnel.

J. B. C.

L'ASSASSINAT DE GOUFFÉ

Pour la première fois depuis la reconstitution de la scène du crime, Eyraud a été confronté hier dans le cabinet du juge d'instruction avec Gabrielle Bompard.

Celle-ci, toujours nerveuse, a dû être reconduite en cellule avant la fin de son interrogatoire, et c'est en gesticulant et parlant tout haut qu'elle a traversé la cour de la Sainte-Chapelle.

Eyraud ne s'est pas départi de son calme ; après avoir été interrogé par M. Dopffer, il s'est inquiété de savoir si, bientôt, il lui serait possible de converser avec son défenseur.

Avant de quitter le cabinet du juge d'instruction, M. Dopffer lui a montré les deux malles qu'il venait de recevoir de New-York.

On se rappelle qu'Eyraud les avait abandonnées dans cette ville au moment où les deux agents, Soudais et Houillier, envoyés à sa recherche, avaient débarqué aux Etats-Unis.

L'une de ces malles appartient à M. Garanger et l'autre contient deux vêtements et quelques papiers sans importance provenant de la faillite Fribourg.

A propos des restes de l'huissier Gouffé, nous avons dit que la famille les avait réclamés pour les faire inhumer, et que cette demande avait été favorablement accueillie.

Toutefois, l'inhumation n'en pourra être faite qu'après que le tribunal civil de Lyon, se basant sur l'arrêt que rendra la cour d'assises de la Seine, aura déclaré que ce cadavre est bien celui de l'huissier Gouffé.

Jusque-là, ces restes sont considérés comme étant ceux d'un inconnu, présumé être le sieur Gouffé, inhumé au cimetière de Millery.

UN HOMME ENRAGÉ

(Notre correspondant parisien nous télégraphie à la date du 27 juillet) :

Un attroupement considérable s'était formé hier soir, à l'angle du boulevard Poissonnière et de la rue Richelieu, à la vue d'un jeune homme de vingt-huit ans, qui se roulait à terre en poussant des hurlements. Plusieurs passants charitables croyant avoir affaire à un épileptique voulurent s'approcher de lui pour le soigner.

Feuilleton de l'*Avenir de Roubaix-Tourcoing* 41

PARADIS PERDU

DEUXIÈME PARTIE

GERTRUDE L'ENDORMIE

Quant à Marescot, il avait un superbe complet de velours bleu, acheté d'occasion, suffisamment usé pour inspirer la confiance, mais encore assez propre pour inspirer le respect.

Ce fut en arrivant devant les Bergeraux qu'ils se séparèrent.

Ils convinrent toutefois que lorsqu'ils auraient à se communiquer des observations importantes, ils se trouveraient le soir, vers dix heures, sur l'écluse de Tournefeuille.

— Bonne chance ! dit Marescot.

— Et, parellement, dit Bagatel avec son joyeux accent de la Cannebière.

Ils se donnèrent une formidable poignée de main.

Bagatel continuait sa route vers Cordon où il allait sous prétexte de trouver de l'ouvrage.

Quant à Marescot il s'était jeté à travers bois, prenant la direction du moulin de Chantegreletpu'un paysan, sur la route, lui avait indiquée tout à l'heure.

On voit que M. Perrochel n'avait pas renoncé à l'enquête.

Qu'allait faire Marescot, vers Chantegrelet ?

L'intervention du petit braconnier et de la Heugne dans la mort du père Courageot et dans l'assassinat de Virginie La Touche n'avait pas été sans attirer son attention. Il se disait sans trop savoir pourquoi et il lui eût été difficile d'expliquer les raisons de sa croyance, il se disait que la Heugne, ou tout au moins Mire-à-Mort, avait joué un rôle à Maison-Feyne.

Quel était ce rôle? L'un ou l'autre était-il coupable ? Il n'en savait rien. Et c'était justement pour s'en assurer qu'il se dirigeait vers le moulin de Chantegrelet.

Faire la connaissance de Heugne ne lui était pas difficile.

Voici comment il s'y prit.

Il avait braconné, lui aussi, quand il était plus jeune et qu'il habitait le Nord, avant son service militaire. Il découvrit vite les coulées fréquentées par les lapins, les coulées fréquentées par les lièvres. Prestement, en quelques heures, il avait tendu des centaines de collets et rafflait,en une nuit tous les lapins d'un bois.

M. Perrochel avait dit à Marescot que Mire-à-Mort était un des braconniers les plus connus de la contrée,et Marescot s'était frotté les mains :

— Je m'en ferai vite un ami! avait-il répondu.

Heugne n'était pas là. Sa femme seule faisait du beurre dans le fond de la grande salle.

Il entra, salua poliment.

— Mire-à-Mort est en tournée ?

— Pourquoi? dit la Heugne tout de suite sur la défensive... Qu'est-ce que vous lui voulez ?

— Je lui dirai tout à l'heure.

— Est-ce qu'il vous connaît ?

— Non. Il ne m'a jamais rencontré jamais vu. Je ne suis pas du pays. Je suis du Nord, moi, près des frontières.

— Vous voyagez peut-être pour le blé et la farine ?

— Marescot eut un gros rire.

— Ah! non, ah! non, dit-il, je voyage pour le lapin !...

Et il tira un énorme paquet de collets, soigneusement roulés et cachés sous sa blouse.

— Alors, attendez-le, si c'est pour ça. Mais on ne manque pas de travailleurs ici, et, on a bien de la peine à vivre... Vous feriez mieux de retourner dans le Nord.

Et de temps en temps la Heugne enlevait le couvercle de sa baratte pour regarder où en était son beurre.

— Oh! fit Marescot, je vous ai dit que je voyageais pour le lapin. Mon métier est surtout d'en acheter aux autres plutôt que d'en prendre moi-même, bien qu'à l'occasion, ça ne me chagrine pas...

— Ah! ah! vous faites le commerce ?

— Oui.

— Et vous les expédiez à la halle de Paris ?

— Oui. Combien les vend-il aux marchands de gibier ces lapins, le père Mire-à-Mort ?

— Dans les vingt sous pièce, quelquefois vingt-deux.

— C'est un vol.

— Ah! dit la Heugne, flairant tout à coup une affaire.

— C'est un vol, je le dis bien haut, c'est un vrai vol, répétait Marescot convaincu.

— Vous payez plus cher... vous, monsieur ?

— Dans les trente sous pièce...

— Et les lièvres?

— Dans les quatre francs!

— Alors, vous vous arrangerez avec Heugne, pour le lapin.

Marescot réprima un sourire.

— J'y compte bien! murmura-t-il.

— Et tenez, le voilà qui arrive, fit la Heugne.

Marescot alla regarder dehors. Il n'y avait personne.

— Où donc voyez-vous ça ? demanda-t-il.

— Ecoutez !

On entendait la voix du joyeux bonhomme dans les bois qui longent le Beuvron et entourent le moulin.

Debout enfants, et cessez un long rêve.
Pourquoi ces cris, ces sanglots, ces soupirs ?
Le gros Bacchus vous accorde une trêve,
Environs-nous dans les flots des plaisirs !..

— C'est lui qui chante ?

— Oui.

Et il tira un énorme paquet de collets, soigneusement roulés et cachés sous sa blouse.

— Oui... et pour en prendre aussi, à l'occasion...

— Ah! ah! vous colletez ?

— Un peu, mon neveu. Tiens, regarde-moi ça....

Et il exhiba les collets, sous sa blouse.

— Oh! ça ne prouve rien, dit Heugne, méfiant. Faudrait voir l'ouvrage... Les bois des Bergeraux ne sont pas loin... venez-vous ? Je verrai tout de suite si vous avez comme ça le collet dans la main... Je dis les bois des Bergeraux, parce que je me suis engagé à ne point braconner sur Maison Feyne pendant trois mois. Le père Courageot m'en a fait faire un serment de parole. Ça n'empêche pas. Allons, ça va-t-il, une tente de collets.

— Ça va.

Ils partirent. Trois heures après, ils étaient de retour, bras dessus bras dessous. Ils étaient amis. Heugne n'avait plus aucune défiance. L'habileté du matin de Marescot, son coup d'œil, sa gaieté bon enfant, avaient enlevé chez lui toute sorte d'éro-pensée. De fait, Marescot, s'était conduit d'une façon brillante et jamais braconnier n'avait déployé pareille prestesse.

— Vous allez manger la soupe avec nous, hein, Marescot ?

— C'est pas de refus. J'ai un creux !...

— Alors vous me prenerez tous mes lapins à trente sous ?

— C'est entendu.

— Et les lièvres à quatre francs ?

— Les gros... parce que, pour les levrauts, vous comprenez...

— Oh! nous nous arrangerons toujours !... Ils se donnèrent une poignée de main.

Après le dîner, ils prirent le chemin de Cordon. Ils passèrent le reste de la soirée à l'auberge. Marescot n'eut garde de mettre la conversation sur le crime de Maison-Feyne. Mire-à-Mort saurait pu comprendre. Il voulait avant tout gagnersa confiance. Il se grisa donc consciencieusement avec lui.

Et tous les deux faisaient assaut de chansons.

— Moi, j'en sais plus de deux cents, disait Marescot.

— Oh! moi, disait Mire-à-Mort, je ne les sai j'amais comptées, celles que je connais... C'est comme les étoiles dans le ciel... c'est comme les pousses de sapins sur tout le territoire de la Sologne...

Et il ajouta avec un naïf orgueil :

— Du reste, c'est connu, je ne chante jamais la même !...

Et recommençant une bouteille en tapant de toutes ses forces avec son verre sur la table, il entonna :

Amis il faut faire une pause...
J'aperçois l'ombre d'un bouchon.

Pendant que l'aubergiste les servait, Marescot, quoiqu'il commençât, lui aussi, à sentir les fumées du vin, ne pouvait s'empêcher de réfléchir.

— Si Mire-à-Mort est complice du meurtre de Virginie La Touche, il faut qu'il soit bien fort, car il n'a pas l'air de s'en soucier plus qu'd'un guigne.

Et comme Mire-à-Mort avait fini son couplet, Marescot entama une autre chanson :

Vaut bien mieux moins d'argent,
Chanter, danser, rire et boire,
Vaut bien mieux moins d'argent,
Rire et boire plus souvent.

Quand le couvre-feu sonna et que l'aubergiste fut les mettre à la porte, en dépit des protestations de Marescot qui disait qu'à Paris les cafés restaient ouverts toute la nuit, ils reprirent le chemin de Chantegrelet brailliant ensemble, à toute volée :

Autrefois, au quartier des Halles,
Il existait un vieux bouchon,
Vieux comptoirs, vieux pots, vieilles salles,
Tout était vieux jusqu'au patron...

Mais avant de rentrer à Chantegrelet, ils passèrent par les bois des Bergeraux, où ils relevèrent leurs collets.

C'est ainsi que Marescot s'installa à Chantegrelet.

Il n'était pas difficile. Il se contentait très bien des maigres repas préparés par la Heugne et il couchait sur le foin, au grenier. Il en avait vu bien d'autres pendant la guerre. Le foin, c'était encore du luxe.

Il ne perdait guère de vue Mire-à-Mort et sa femme. Il les surveillait constamment. Les autres ne s'en doutaient pas. Marescot était toujours si gai, si plein d'entrain, que les paysans ne pouvaient pas se douter qu'il cachait une arrière pensée.

Il faut dire que rien, dans les paroles comme dans la conduite de la Heugne et de son mari, ne venait fortifier les soupçons de l'agent, si tant est qu'il eût des soupçons.

La Heugne travaillait toute la journée.

Mire-à-mort raccommodait son moulin, attelait sa vieille jument et allait porter ses farines dans les fermes, rentrait, braconnait et se grisait.

Leur vie à tous deux paraissait claire.

— Je fais peut-être fausse route ? se dit Marescot. Je voudrais bien savoir si Bagatel est plus heureux que moi.

Il attendit le jour qu'ils s'étaient assigné pour leur rendez-vous et à l'heure dite il était à l'écluse de Tournefeuille.

Bagatel ne tarda pas à l'y rejoindre.

Il était coiffé d'une casquette de toile cirée, portait un gilet à rayures rouges, à manches de laine et un grand tablier bleu.

— Tiens, fit Marescot, tu es en service ?

— Oui, mon bon, té ! fit le Marseillais ?

— Chez qui ?

— Chez la docteur Renaudière...

— Tas mal. Raconte-moi ça.

Bagatel lui fit le récit des quelques journées qui venaient de s'écouler.

Il s'était, en se séparant de Marescot sur la route, rendu au village de Cordon et là s'était installé à l'auberge.

Il n'avait pas tardé à faire naître l'occasion de se lier avec Pailloux, le domestique de Renaudière. Il lui en avait coûté pour cela pas mal de bouteilles et de petits verres, mais l'intimité fut bientôt très grande. Et ils en étaient venus aux confidences.

— Combien gagnez-vous chez le médecin ?

— Oh! pas grand'chose. C'est un pingre. Vingt-cinq francs.

— Et vous restez là ?

— Dame! si je trouvais une autre place...

— Mais moi,je me fais fort de vous en trouver une...

— Où ça ?

— A Paris.

— Vous me feriez aller à Paris, vous.

— Tel que vous me voyez.

(A suivre.) JULES MARY.